

ACTION URGENTE

UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS EN DANGER DE MORT

Abelardo Sánchez Serrano, défenseur des droits humains en Colombie, a été menacé par deux hommes armés dans la ville de Barrancabermeja (département de Santander, Colombie), vendredi 13 janvier. Sa vie est désormais en danger.

Vendredi 13 janvier, **Abelardo Sánchez Serrano**, membre du Comité régional de défense des droits humains (CREDHOS), à Barrancabermeja, revenait de son travail lorsque deux hommes sur une moto l'ont accosté. L'un d'entre eux a pointé un pistolet sur lui et lui a ordonné d'arrêter de dénigrer les forces armées. Il a ajouté : « Il y a déjà un fils de pute du CREDHOS en taule et vous irez tous le rejoindre si vous ne la fermez pas ». Les hommes ont dit à Abelardo Sánchez Serrano qu'il avait 72 heures pour quitter la ville. Désormais, il a peur pour sa vie, et celles d'autres militants du CREDHOS.

Le CREDHOS fait campagne pour les victimes de violations des droits humains commises par les forces de sécurité, parfois en collusion avec des groupes paramilitaires, dans le département de Santander et ses environs. Récemment, le CREDHOS a dénoncé plus de 20 exécutions extrajudiciaires de civils commises par les forces armées, qui ont affirmé que les victimes étaient des « guérilleros tués au combat ». Un jour avant qu'Abelardo Sánchez Serrano ne soit menacé, le CREDHOS avait co-organisé une conférence de presse visant à commémorer le 23^e anniversaire des homicides de 12 membres des autorités judiciaires dans le département de Santander. Ces représentants du système judiciaire enquêtaient sur le rôle présumé des forces de sécurité et des groupes paramilitaires dans la mort de 19 personnes. Ils ont été tués par des paramilitaires, avec l'aide des forces armées, le 18 janvier 1989.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- exprimez votre préoccupation pour la sécurité d'Abelardo Sánchez Serrano et d'autres membres du CREDHOS, et appelez les autorités à les protéger ;
- exhortez les autorités colombiennes à ouvrir une enquête exhaustive et impartiale sur les menaces proférées contre Abelardo Sánchez Serrano, à rendre publics les résultats de l'enquête et à traduire les responsables en justice ;
- rappelez-leur qu'elles doivent s'acquitter de leur obligation de protéger les défenseurs des droits humains, comme l'indique la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'homme (à laquelle la Colombie est un État partie) ;
- priez-les instamment de prendre des mesures immédiates pour démanteler les groupes paramilitaires et rompre leurs liens avec les forces de sécurité, conformément à l'engagement du gouvernement et aux recommandations des Nations unies et d'autres organisations intergouvernementales.

FAITES PARVENIR VOS APPELS AVANT LE 1^{er} MARS 2012 AUX CONTACTS SUIVANTS :

Président :

Señor Juan Manuel Santos
 Presidente de la República,
 Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26,
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : Excmo. Sr. Presidente Santos, /Monsieur le Président,

Ministre de la Défense

Juan Carlos Pinzón
 Ministerio de Defensa
 Carrera 54, no.26-29
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 266 1003

Formule d'appel : Estimado Sr Ministro, / Monsieur le Ministre,

Copies à :

NGOCREDHOS
 25-49
 Barrancabermeja
 Santander, Colombie

Envoyez également votre message aux représentants diplomatiques dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous : Nom Adresse 1 Adresse 2 Adresse 3 Fax Numéro de fax Courriel Adresse électronique Formule d'appel Formule d'appel Vous devez vérifier avec votre section si vos appels sont nécessaires après la date ci-dessus.

**AMNESTY
 INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS EN DANGER DE MORT

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

Le CREDHOS est une organisation régionale de défense des droits humains qui fait campagne pour les victimes de violations des droits humains dans la zone Barrancabermeja et Magdalena Medio. Depuis plusieurs années, les membres du CREDHOS subissent des menaces de mort. Un autre membre du CREDHOS, David Ravelo Crespo, a été arrêté en septembre 2010. On l'accusait de liens avec les guérilleros. Les organisations de défense des droits humains ont indiqué qu'elles craignaient que l'affaire David Ravelo soit une tentative de dénigrement et de neutralisation du CREDHOS. Les forces de sécurité et les groupes paramilitaires assimilent souvent les membres d'organisations de défense des droits humains et de syndicats à des collaborateurs ou des sympathisants de la guérilla, et sont allés jusqu'à menacer, enlever ou tuer certaines personnes. Des défenseurs des droits humains, des syndicalistes et d'autres civils ont également été menacés, voire tués, par des groupes de guérilleros qui les accusaient de se ranger du côté de leurs ennemis.

Depuis le début du conflit armé en Colombie, il y a plus de 40 ans, les forces de sécurité ont systématiquement recours aux exécutions extrajudiciaires. Elles s'en servent comme d'une tactique visant à répandre la terreur dans le cadre de leur stratégie anti-insurrectionnelle. Le Bureau du procureur général enquête sur plus de 2 000 cas d'exécutions extrajudiciaires qui auraient été commises par les forces de sécurité. Les personnes militant pour obtenir justice dans ces affaires sont menacées de mort ou tuées par des membres des forces de sécurité ou des paramilitaires collaborant avec eux.

Nom : Abelardo Sánchez Serrano

Genre : homme

Action urgente : 14/12 - AMR 23/002/2012, 19 janvier 2012